

# 80e anniversaire de la Sécurité sociale

Michel Lages,  
Président CRHSS-OPM

Auch 8 octobre 2025



# 80e anniversaire de la Sécurité sociale

**INVITATION**

LES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE DU GERS  
ONT LE PLAISIR DE VOUS CONVIER  
aux

**80 ans DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

**8 OCTOBRE 2025 DE 9H30 À 12H30**  
**À LA CCI DU GERS**  
(place Jean David - Auch)

Merci de confirmer votre présence avant le 29 septembre à [secretariat.cpam-auch@assurance-maladie.fr](mailto:secretariat.cpam-auch@assurance-maladie.fr)

    



# Le CRHSS-Occitanie-Pyrénées-Méditerranée

- Le CRHSS-Midi-Pyrénées créé en 2000
- Extension au Languedoc-Roussillon en 2022
- Suite à la dissolution du CRHSS du Languedoc-Roussillon créé en novembre 1997 et dissous en février 2020
- Site internet mis en ligne en 2008, accessible par 3 adresses :
- [www.histoiresecuoccitanie.fr](http://www.histoiresecuoccitanie.fr)
- [www.histoiresecuoc.fr](http://www.histoiresecuoc.fr)
- [www.histoiresecump.fr](http://www.histoiresecump.fr)



# CRHSS-OPM rencontre 80e anniversaire 13 octobre



# Brève histoire de la Sécurité sociale

## 1 Avant la première guerre

- Fondements théoriques : Bismarck (1881) Beveridge (1942)
- XIXe : retraites des agents publics et des régimes spéciaux
- 1852, 1898 : sociétés de secours mutuels (1852, 1898)
- 1889 : Congrès international de l'assistance publique puis lois
- 1898 : Loi sur la réparation des accidents de travail
- 1910 : Retraites ouvrières et paysannes (échec)



## 2 Les années 30 : les Assurances sociales

- Contexte favorable (Alsace-Lorraine)
- Assurances sociales créées par loi du 5 avril 1928
- Nombreuses oppositions prises en compte par loi du 30 avril 1930
- Couverture maladie et vieillesse avec plafond d'affiliation
- Obligatoires : salariés secteurs privés et agricoles
- Allocations familiales généralisées par loi du 11 mars 1932
- Allocation aux vieux travailleurs salariés (1941) : répartition

## 2.1 Gestion des Assurances sociales

- Caisses d'assurance maladie **d'affinité** en répartition
- 86 caisses **départementales** (CA paritaires) « supplétives »
- 80 caisses d'assurance **vieillesse-décès** et des caisses d'assurance **invalidité** en capitalisation
- 15 **unions régionales** et **Caisse générale de garantie**.
- **Ministère du travail** et 15 services régionaux
- Insuffisances : réformes du système envisagées avant 1945

## 2.2 Assurances sociales et régime agricole 1

### Caisse Mutuelle d'Allocations Sociales Agricoles du Gers

Présidents	Périodes
Gaston BERNES	1943-1945
Auguste SEMPÉ	1945-1956
Alexandre BAURENS	1956-1962
Directeurs	Périodes
LAIGNOUX	1943-1946
Gaston MESPLÉ-LASSALLE	1946-1962



## 2.2 assurances sociales et régime agricole 2

### Caisse Mutuelle d'Assurance Vieillesse Agricole du Gers

Présidents	Périodes
Raymond SAINT-AVIT	1955-1956
Alexandre BAURENS	1956-1962
Directeurs	Périodes
Gaston MESPLÉ-LASSALLE	1955-1962

## 2.2 assurances sociales et régime agricole 3

### Caisse Agricole Départementale d'Allocations Familiales

Présidents	Périodes
Gaston BERNES	1936-1945
Auguste SEMPÉ	1945-1956
Alexandre BAURENS	1956-1962
Directeurs	Périodes
Gaston MESPLÉ-LASSALLE	1943-1962

# 3 Les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945

## L'avènement de la Sécurité sociale

- Ambitions : de la suppression de l'incertitude du lendemain à un ordre social nouveau
- Objectif : système complet de couverture des risques sociaux
- Programme du Conseil National de la Résistance (15 mars 1944)
- Les Pères fondateurs : Ministres du Travail : Parodi (09/1944-11/1945) et Croizat (11/1945-05/1947) Directeur général de la Sécurité sociale : Laroque (10/1944-10/1951)



# 3.1 La création de la Sécurité sociale

- Contexte politique et syndical, économique, sanitaire et social
- La « démocratie sociale » : délégation (gestion par les intéressés, syndicats ouvriers majoritaires)
- Autonomie : élections sociales, pouvoirs de gestion CA des caisses (budget, directeurs, ASS) sans définir les recettes et les dépenses ; modèle code de la Mutualité
- Une œuvre ambitieuse inachevée : universalité et unité, amélioration relative des prestations
- Dès 1946 élan stoppé : maintien et création d'autres régimes



## 4 Premières réorganisations : du décret de 1960 à l'ordonnance de 1967

- Contexte politique (Ve République) déficits (maladie)
- Modèle des retraites complémentaires (AGIRC/ARRCO)
- Renforcement des directions (décret mai 1960) : organisation des services, personnel, nominations plus encadrées (EN3S)
- Réforme institutionnelle de 1967 : séparation financière des risques : 3 caisses nationales pour maladie, famille, vieillesse. CNAM pouvoir de rétablir équilibre financier (pas exercé)
- Paritarisme et abandon des élections (jusqu'en 1982)

# 4.1 Suite au décret de 1960 : la MSA

## MSA du Gers

La Caisse de Mutualité Sociale Agricole du Gers résulte de la fusion de trois caisses de Mutualité Agricole : la Caisse Agricole Départementale d'Allocations Familiales, la Caisse Mutuelle d'Allocations Sociales Agricoles du Gers et la Caisse Mutuelle d'Assurance Vieillesse Agricole du Gers.

Présidents	Périodes
Alexandre BAURENS	1963-1979
Paul BLANCAFORT	1979-1985
Marcel BAUDE	1985-2002
Daniel GESTA	2002-2008

Directeurs	Périodes
Gaston MESPLÉ-LASSALLE	1963-1969
René MONSARRAT	1969-1986
Maurice FAURE	1986-2000
Bernard BEAUME	2000-2004
Bernard RACHEL	2004-2008



# .2 Suite à l'ordonnance et 1967 : la CPAM

## C.P.A.M. du Gers

Présidents	Périodes
M. DILHAN	1944/20.03.1946
M. FURON Fernand	20.03.1946/16.05.1947
M. BORDES	17.05.1947/25.06.1950
M. JUNCA	26.06.1950/05.12.1955
M. LOUSTEAU André	06.12.1955/07.11.1967
M. DURRIEU Jacques	08.11.1967/11.04.1984
M. LACAMBRA Claude	12.04.1984/05.11.2001
M. MISTRORIGO Joseph	06.11.2001/13.01.2015
M. SESPIAUT Michel	14.01.2015/20.03.2018
M. MORA Jean-Claude	Depuis le 21.03.2018

Directeurs	Périodes
M. LAIGNOUX Romain	02.09.1944/28.06.1966
M. CAVALERIE Guy	29.06.1966/28.02.1983
M. SORBETS Maurice	01.03.1983/31.12.1991
M. FAGES Jean-Louis	01.01.1992/31.01.2000
M. BROUSSE Alain	01.02.2000/01.11.2004
M. CASTELLETTA Angelo	01.04.2005/28.02.2011
M. BOYER Serge	01.07.2011/30.06.2018
M. NEDESOWSKI Sébastien	intérim du 01.07.2018 au 30.09.2018
M. SERVAUD Bernard	01.10.2018/30.06.2023
Mme PAPON Sophie	Depuis le 01.07.2023

# 5 Nouveaux paradigmes : plan Juppé (1995)

- Nouveau contexte : crise économique de 1993, critères de « Maastricht », réforme inattendue et ambitieuse.
- Problématique financière : suite aux déficits, redressement des comptes (CADES) ; nouveaux financements et fiscalisation partielle du système (après la CSG de 1990, la CRDS en 1996)
- Intervention du Parlement : LFSS. Changement de paradigme : de la démocratie sociale à la démocratie politique
- Plus de pouvoir au national : paritarisme, désignations dans les CA aux rôles amoindris ; contractualisation (COG, CPG)



# 6 Le Plan stratégique de 1999 (plan Johanet)

- Proposé par le Directeur de la CNAM, Gilles Johanet, pour refonder le système de soins.
- Objectif : d'un rôle de « payeur aveugle » à « acheteur avisé ».
- Contenu : 35 propositions pour améliorer la qualité des soins, maîtriser l'offre, responsabiliser les acteurs. Participation du réseau
- Mesures : conventionnement sélectif des médecins, audit des hôpitaux, tarification basée sur les pathologies.
- Résultats : rejet par la ministre de la Santé, conflit institutionnel, diminution pouvoirs assurance maladie (cliniques) puis départ du MEDEF des C. A.

# 7 Loi du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie

- Travaux préparatoires du Parlement (rapport Debré)
- Philippe Douste-Blazy Ministre et Xavier Bertrand secrétaire d'État présentation du projet en juin.
- Création UNCAM avec un Directeur général pour centraliser la gestion et clarifier rôles entre l'État/Assurance maladie.
- DG négocie conventions avec professions de santé.
- Maîtrise médicalisée des dépenses : encadrement de la demande via le parcours de soins (médecin traitant).

## 7.1 Bilan de la Loi du 13 août 2004

- Nouvelle gouvernance permettant le retour du MEDEF.
- Mise en œuvre rapide : près de 70 décrets publiés fin 2004
- Plus de pouvoirs aux exécutifs : des CA aux Conseils
- Dialogue avec les médecins relancé
- Résultats financiers mitigés.

# 8 Après la Loi de 2004

- Loi HPST de 2009 accentue de l'État (ARS) dominant pour définition politiques de santé malgré les coopérations État-AM
  - Complémentaires santé en entreprises (loi juin 2013) ;
  - 2016 : Protection Universelle Maladie (PUMa)
  - 2020 : RSI rattaché au RG
  - 1<sup>er</sup> oct. 2025 : Service médical rattaché aux CPAM
- 
- Déficits persistants de la Sécurité sociale mais surtout de l'État

